

## Question 8 : Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

### 1 - Le problème des méthodes de travail

Les parents soulignent que « les élèves ont des problèmes de méthode, il faut insister sur l'apprentissage des méthodes. »

### 2 - La question du sens et des missions de l'école

Les élèves ne voient pas suffisamment à quoi sert ce qu'ils apprennent, surtout dans les enseignements des matières générales. Il faut replacer davantage les enseignements dans le contexte de la vie pratique.

Les enseignants devraient aller plus souvent en entreprises au cours de leur vie professionnelle d'enseignant.

Le sens de l'effort doit être exigé : on s'aperçoit qu'il existe parfois à l'extérieur de l'école et dans les activités périscolaires. « Nous nous posons la question de savoir si nous devons céder aux demandes de moins d'effort, moins de rigueur dans les cours, si nous devons écouter les élèves qui disent : «ce n'est pas intéressant». « Il me semble que nous ne devons pas écouter ce discours des élèves, car, lorsqu'ils réussissent quelque chose de difficile, ils sont contents. »

« Il y a une grande différence entre les élèves à l'école et hors les murs. Ils peuvent apprendre des textes longs, difficiles ; ils peuvent se surpasser dans des activités librement choisies. Il est incompréhensible que les budgets destinés aux activités périscolaires, aux projets «artistiques» soient réduits. Il est indispensable de conserver ces activités dans les lycées professionnels. »

La construction de l'adulte : « Il faut donner à l'élève la possibilité d'un épanouissement personnel à l'école et pas seulement à l'extérieur. Il faut donner du sens à l'école pour aider à la construction de l'adolescent qui pourra ainsi acquérir sa personnalité d'adulte. »

L'élève doit-il tout connaître d'un métier en sortant du lycée ? Il faut être des passeurs de savoirs

« Les élèves ont l'impression qu'ils n'ont pas assez d'enseignement professionnel.

Les élèves ont choisi l'apprentissage d'un métier et constatent qu'ils y consacrent trop peu de temps. Dès la sortie du lycée, l'élève doit justifier son salaire dans l'entreprise il doit être de suite opérationnel.

Il faut être compétitif, le lycée professionnel doit rester crédible par rapport au marché de l'emploi.

Les élèves doivent être très bien formés en professionnel. »

Enfin deux conceptions se sont opposées : une formation professionnelle courte, très spécialisée, ayant pour objectif de former un professionnel directement compétitif sur le marché du travail et opérationnel dans l'entreprise et une formation professionnelle laissant plus de place à une réelle formation générale, centrée sur la construction de l'individu et donnant des outils pour pouvoir s'adapter dans l'avenir.

Comme on ne peut pas faire marche arrière lorsqu'on est dans une filière, l'orientation ne doit pas être faite trop tôt.

« Les élèves formés uniquement en professionnel ne sont pas adaptables, ils ont un manque en enseignement général. Ex. du Québec où ils ont choisi de favoriser principalement la formation professionnelle très tôt dans la scolarité et où ils désirent revenir sur ce choix. »

Sur la motivation des élèves, le débat a permis de dégager un consensus : l'élève doit pouvoir, quelque soit son niveau, réussir une tâche difficile . La réussite est un fort facteur de motivation.

### 3 - Les contenus d'enseignement + l'intérêt et la difficulté de faire vivre les dispositifs transversaux (PPCP)

Dans un lycée professionnel, les élèves sont de moins en moins formés à leur futur métier. Les heures de pratique ont diminué dans les emplois du temps. Personne ne s'y retrouve : ni les élèves, ni les

enseignants, ni les entreprises.

Est-il possible d'épanouir l'élève à travers les programmes, les diplômes à préparer. Les programmes sont trop chargés pour permettre d'épanouir l'élève tout en lui donnant les connaissances demandées par les référentiels.

Les programmes et la formation des enseignants doivent être favorables au centrage de la construction individuelle. « On s'adapte au manque de goût de l'effort de l'élève et on ne lui permet pas d'accepter les difficultés du monde du travail.

Il faut replacer les savoirs au cœur du système éducatif. Il faudrait former les personnels aux connaissances et aux techniques qui permettent de reconnaître l'élève en tant qu'individu, y compris en IUFM.

Ne faut-il pas profiter des heures de français pour éveiller la curiosité. Faut-il alléger les programmes et s'occuper plus de l'individu (connaissance de soi) ? »

Il y a trop de choses qui viennent en plus de l'enseignement professionnel, trop de dispersion, trop d'apports externes inutiles.

Problème de répartition entre l'enseignement professionnel et l'enseignement général. ; les Projets Pluridisciplinaires à Caractère Professionnel (PPCP) ont permis de faire le lien entre les enseignements, les référentiels de chaque discipline ne sont pas connus par les autres professeurs. Les programmes sont trop chargés on ne peut pas rajouter quelque chose tous les ans. Il ne s'agit pas d'enlever des matières mais de les rendre plus condensées, plus efficaces pour la pratique du métier. Il faut être fier d'enseigner le français dans un lycée professionnel. Les programmes doivent être ajustés mais la coexistence entre les deux enseignements (général et professionnel) est positive. Le langage employé dans les référentiels ne correspond pas à la réalité du terrain, ex. : « connotation iconique dans l'expression de l'énonciation ».

A l'intérieur de son propre enseignement il y a de plus en plus de théorie par rapport à la pratique.

Les PPCP :

« Les PPCP ont été pris sur les heures d'atelier. »

« N'y a-t-il pas d'enseignement professionnel dans les PPCP ? »

« Une heure d'enseignement professionnel englobée dans une séance de PPCP est improductive, entre la mise en place et le rangement l'élève n'a pas le temps d'effectuer une tâche professionnelle. »

Par rapport à la question du départ : est-ce que l'élève travaille bien ? il faut dire qu'avec les PPCP l'enseignement professionnel n'est pas réduit à 4 heures hebdo mais à 7 heures, en y incluant les PPCP. Et il ne faut pas oublier que l'élève a une formation en entreprise de plusieurs semaines par an (PFE).

Problème de mise en place des PPCP dans les emplois du temps. Les réformes sont faites sans concertation, elle est mise en place dès la rentrée suivante. Sur le terrain, l'organisation des emplois du temps qui « hachent » la semaine des élèves ne permet pas de sauvegarder le but des PPCP, il n'y a pas assez de travail en équipe.

#### 4 – L'orientation

Souvent les élèves ne se trouvent pas bien dans la filière dans laquelle ils ont été affectés, ils n'ont pas choisi cette orientation.

#### 5 - L'évolution de la société(conditions sociales)

La société a beaucoup évolué. Conditions de vie, horaires beaucoup plus chargés que pour les autres membres de la famille, le jeune n'a plus d'exemple de l'effort.

#### 6 - Des pistes pour remotiver les élèves

L'enseignant a-t-il pour but de motiver ou remotiver les élèves ? « Nous nous posons la question de savoir si nous devons céder aux demandes de moins d'effort, moins de rigueur dans les cours, si nous devons écouter les élèves qui disent : «ce n'est pas intéressant». Il me semble que nous ne devons pas écouter ce discours des élèves, car lorsqu'il réussit quelque chose de difficile ils sont contents ».

Il faut travailler sur la réussite de l'élève pour qu'il se reconnaisse comme individu. C'est peut-être en primaire qu'il faut éveiller la curiosité. En primaire, les parents sont rejetés alors qu'ils sont beaucoup sollicités en maternelle. Exemple de l'intervenante : sa fille a eu une maîtresse qui lui a donné le sens de l'effort, elle a gardé ces qualités pendant toute sa scolarité. Il faut que l'implication des parents recherchée en maternelle se poursuive en primaire, au collège, au lycée.

Les élèves ont un vécu négatif. Dans cette optique (développement de l'individu) il faut retenir l'importance de la matière «vie sociale et professionnelle» qui permet aux élèves d'aborder des aspects du développement personnel, de la connaissance de soi, de la réalisation de sa personnalité. Il ne faut pas supprimer cet enseignement.

Se pose aussi la question des conditions d'enseignement. Exemple : en langue, l'importance de la pratique et du contact avec la langue parlée. Il faudrait davantage de mise en conditions réelles, davantage de cours en présence d'assistants de langue anglaise.

## **07 Comment améliorer la reconnaissance et l'organisation de la voie professionnelle ?**

Constats :

- Comment améliorer l'entrée des jeunes en lycée professionnel ?

Beaucoup d'élèves ont une orientation en lycée professionnel par défaut alors que la formation professionnelle est une voie égale aux autres enseignements. « 15 000 élèves se réorientent en lycée professionnel chaque année » dicit Luc Ferry. L'éducation nationale doit être en mesure de proposer aux élèves une formation choisie pour éviter d'avoir une mauvaise image.

- Toute filière devrait-elle être ouverte à tout élève qui en fait la demande ? Faut-il offrir une formation uniquement sur les vœux de l'élève ?

Aujourd'hui il y a recherche d'adéquation entre formation et emploi, et de ce fait, l'élève se retrouve dans une filière qu'il n'a pas particulièrement souhaité. L'élève peut faire 4 vœux d'orientation et on constate une fuite en cours de formation pour diverses raisons (travailler en entreprise, formation dispensée non satisfaite).

Accepter 300 élèves en filière Sanitaires et Sociales, pour quoi faire ? Solution difficile en raison des places disponibles par la suite en insertion professionnelle et du coût que représente toute formation. Les formations et le nombre de places proposés ne doivent pas être conditionnés uniquement aux vœux des élèves.

Pour créer une section, dans certaines académies il est indispensable d'avoir un dossier solide et le plus abouti possible avec un potentiel des entreprises, des engagements des entreprises pour des futures stages, ainsi que des études sur les élèves dans le bassin d'emploi, Certaines sections ont 100% des élèves avec leur premier vœu mais après leur formation, 25% restent dans la profession trois ans après.

- La reconnaissance professionnelle, par qui? par l'élève, les parents, la société, le système éducatif.

Avant d'avoir la reconnaissance professionnelle, il faut d'abord avoir une connaissance de la formation et de la voie professionnelles.

Il est indispensable de faire un travail sur l'information des formations possibles auprès des professeurs des collèges.

Le souhait des parents est la réussite de la carrière de leur enfant, qu'il ait une bonne rémunération. S'il va dans la voie professionnelle, l'élève est souvent déçu dans le monde du travail par rapport aux conditions de travail, à la formation dispensée et de ce fait, les parents pensent que des études longues assurent normalement une meilleure situation.

La formation professionnelle donne à l'élève suffisamment de compétences pour pouvoir s'orienter vers une nouvelle formation. Au bout de quelques années, des élèves ont une réorientation (un exemple donné dans la salle: avec un BEP « hôtellerie / restauration », au bout de 8 ans, passage du concours d'éducatrice pour pouvoir rentrer en FAC de Psychologie). Aujourd'hui, on est amené à exercer deux ou trois métiers dans une vie (fermeture d'usines, mutation de la société...).

Il faut un enseignement général qui permettra à l'élève de franchir les passerelles en cas de nouvelle orientation. L'élève a souvent beaucoup de mal à s'imaginer dans l'avenir, il vit au jour le jour. Pour lui, « l'enseignement général ne sert à rien, il doit être au service de l'enseignement professionnel ». Or, pour avoir l'espoir de changer de filière par une des passerelles existantes, il est indispensable d'avoir un niveau d'enseignement général correct. Lorsque ce n'est pas le cas, les élèves le regrettent beaucoup une fois sortis du système scolaire. Quelques uns se forment alors postérieurement avec plus de difficultés.

- Comment attirer l'élève de seconde vers les lycées professionnels ?
  - ✓ Revaloriser l'enseignement général pour le BEP au niveau des examens. En effet, concernant l'enseignement général, on note actuellement une dévalorisation des attentes au niveau du BEP
  - ✓ Pour motiver les élèves dans la voie professionnelle, il serait souhaitable d'arrêter de saupoudrer l'enseignement professionnel (pourquoi un seul TP par semaine ?) En effet, les parents se disent que leur enfant va apprendre un métier dans un lycée professionnel. Les élèves veulent passer plus de temps en pratique. Ils rêvent de quelque chose de simple, lisible et demandent de la pratique professionnelle
  - ✓ Permettre à l'élève de s'épanouir.
  - ✓ Pour tirer vers le haut le niveau des élèves, il faudrait qu'un élève avec une moyenne de 12 ou 13 en troisième ne soit pas dissuadé de choisir une orientation vers le lycée professionnel.
- Les relations avec l'entreprise.
  - Les stages en entreprise (PFE ou PFMP), doivent être formateurs pour l'élève. L'entreprise a des objectifs purement professionnels et ne sait pas toujours ce que l'élève a acquis durant sa formation au lycée. Elle n'a pas d'ailleurs toujours le personnel qualifié pour encadrer le jeune et le temps nécessaire à lui accorder, surtout dans les petites entreprises
  - L'entreprise attend que l'élève soit productif à la sortie de l'école. Or le niveau actuel en enseignement professionnel est plus bas qu'il y a 10 ans. Ainsi, un CAP chaudronnerie d'il y a 20 ans équivaut aujourd'hui à un bac professionnel. En revanche, un parent d'élève témoigne de la qualité des stagiaires venant du lycée professionnels accueillis dans l'entreprise où il travaille. L'élève apprend son métier sur le tas. Un jeune est souvent opérationnel au bout de 2 ans minimum. Les entreprises sont conscientes de ne pouvoir offrir toujours un salaire gratifiant. A partir de 2005, on manquera cruellement de professionnels dans certains domaines.
  - Il est important d'apprendre aux élèves à se présenter en entreprise, et à rédiger un CV

Propositions :

- Quelle pertinence de la mise en place d'une seconde de détermination professionnelle ?

- Même question pour le baccalauréat professionnel en trois ans ? Des expériences sont menées. Pendant longtemps, le BEP était un pallier d'insertion professionnelle, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. On pousse les élèves vers le baccalauréat professionnel. le découpage en deux fois deux ans n'a plus le même sens ; dans certaines disciplines, il y a parfois une redite de ce qui s'enseigne en classe BEP. Le bac pro en trois ans est une solution possible à condition d'avoir une insertion supérieure après le baccalauréat professionnel en BTS, IUT ou une formation complémentaire.
- Informer les professeurs des collèges sur les formations enseignées en lycée professionnel et maintenir les contacts par l'intermédiaire des professeurs principaux de collège.
- Avoir des formations communes regroupant des enseignants de collège, de lycée et de LP (par exemple, à l'IUFM, les formations sont différentes entre les certifiés et les PLP2). De ce fait il y a une méconnaissance du lycée professionnel au niveau du collège. En fait, les lycées professionnels « réparent souvent les pots cassés ». Cela pose la question du collège; qui prépare trop au lycée général, de la même façon que l'école primaire se concentre sur la préparation au collège et le lycée sur la préparation au post baccalauréat.
- Pourquoi ne pas prévoir la possibilité pour les professeurs de collège de venir enseigner en lycée professionnel. Cela existe déjà au niveau des documentalistes et des CPE. Cela permettrait de dédramatiser l'image négative du lycée professionnel.
- Il faut s'interroger sur les pratiques professionnelles des enseignants : pour motiver les élèves, il faudrait adapter les méthodes pédagogiques, revoir la conception des locaux (enseignement professionnel séparé de l'enseignement général)...
- Conserver les PPCP (projet pluridisciplinaire à caractère professionnel) qui sont un moyen de faire travailler ensemble les divers domaines de l'enseignement.
- Elaguer les programmes du Baccalauréat, qui sont trop lourds (revenir aux choses essentielles).
- Revoir l'information des COP (perçue dans les collèges comme de la promotion ou de la publicité au lieu de faire de la véritable information)
- Clarifier les sigles des formations et du parcours professionnel pour se mettre à la place des personnes qui sont extérieures au système éducatif. Bannir le mot « travail manuel ».
- Travailler avec les parents pour qu'ils aient un autre discours dès l'école primaire sur le lycée professionnel.
- Il faut se donner les moyens d'intéresser les professionnels en mettant en place une politique d'agrément comme en Allemagne, en proposant des heures de formation pour les tuteurs, en allégeant les charges. La moindre des choses serait d'inviter les professionnels, de payer leurs frais de déplacement lorsqu'ils participent à un jury d'examen. Pour une entreprise privée, le temps consacré peut constituer un problème économique.

En conclusion ; l'enseignement professionnel a pour mission de former l'élève en tant que citoyen et individu, à l'aider à s'adapter dans un monde du travail évolutif, à rebondir en cas de chômage ou de réorientation

Dans la formation professionnelle, l'enseignement général a une place à ne pas négliger en complément de l'enseignement professionnel dans le cadre du lycée et des périodes de formation en entreprise. Ces trois pôles complémentaires ont pour objectifs de permettre au jeune d'avoir une ouverture d'esprit et d'expérimenter diverses façons de travailler en entreprise.

## **18 Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ?**

Des craintes fortes ont été exprimées, conduisant à de nombreuses prises de positions hostiles à la poursuite du mouvement de décentralisation relancé l'année dernière. Les points d'opposition tournent autour de :

- La question de l'offre de formation : Notre République est sociale. L'éducation est un droit. L'école est obligatoire jusqu'à 16 ans et gratuite. Il y a donc obligation pour l'état de maintenir un maillage d'établissements publics afin de permettre aux familles d'envoyer leurs jeunes dans le lycée de leur choix. La décentralisation est mise en relation avec le risque de disparition de certaines filières dans les lycées professionnels, comme dans les universités, avec obligation pour les jeunes de s'éloigner de leurs familles pour accéder à la filière qu'ils ont choisie, d'où un coût plus important pour les familles.

- La question de la laïcité : La Constitution affirme que notre République est laïque. A l'heure où une loi sur la laïcité est proposée par le Président et le Gouvernement, il est étonnant de constater qu'ils œuvrent pour la casse du service public au profit de « l'enseignement privé sous contrat » qui est majoritairement confessionnel. La crainte est forte de voir la décentralisation accentuer ce phénomène, dans une région dont les élus ne cachent pas leur préférence pour l'enseignement privé. Là encore, si les écoles privées sont les plus nombreuses l'enseignement dispensé aux enfants sera plus cher pour les familles.

- La crainte de la privatisation : La décentralisation des TOS prélude à leur disparition, point de départ de la privatisation de nombreux services auparavant assurés par l'état. Derrière la décentralisation, se cache le bradage de l'Education à des secteurs privés.

- La question des coûts pour le contribuable : La nécessité pour la région de trouver des financements aboutira à une augmentation des impôts locaux pour maintenir les services publics, entraînant une précarisation des familles. On peut craindre plus de fracture sociale, et de moins en moins de service public. Le transfert des personnels aux régions génère des coûts supplémentaires non totalement compensés par l'état.

Cependant une approche plus positive, mais très minoritaire s'est exprimée. La décentralisation permet de discuter avec des interlocuteurs connus, plus proches.

Enfin, l'idée a été exprimée d'une confusion entre une véritable décentralisation et ce qui a été proposé, c'est à dire un désengagement de l'état qui ne donne pas aux collectivités locales les moyens de maintenir les services publics. On peut imaginer une bonne régionalisation mais pas dans le contexte actuel de marchandisation et la priorité donnée à la recherche de rentabilité.

Les missions qui doivent absolument rester sous la responsabilité de l'état semblent faire consensus : des programmes nationaux, des examens nationaux, des diplômes nationaux, la maîtrise du recrutement. Sur ce dernier point cependant quelques positions divergentes :

L'intérêt d'un recrutement des professeurs du second degré au niveau académique comme dans le premier degré a divisé les participants. Pour certains, cela permettrait de stabiliser les jeunes sur leur région d'origine, et éviterait les déceptions après le recrutement.

Pour d'autres, cela créerait encore plus d'injustice, les régions « riches » ayant moins de difficultés pour recruter leurs professeurs.

### **Trois priorités pour l'école**

Améliorer la communication et les échanges entre le collège et le lycée professionnel

Donner plus de sens à l'enseignement professionnel, de la formation au métier à la construction de l'individu

Ne pas imposer une nouvelle étape de décentralisation sans concertation et sans explicitation de son intérêt pour les élèves et les familles.